


Rompre avec l'UE pour refonder une Europe solidaire

 blogs.mediapart.fr/edition/2019-les-europeens-aux-urnes/article/180419/rompre-avec-l-ue-pour-refonder-une-europe-solidaire

Nous publions de larges extraits – allégés de leurs notes de bas de page – de l'introduction de : Benjamin Bürbaumer, Alexis Cukier, Marlène Rosato (sous la direction de), Europe, alternatives démocratiques. Analyses et propositions de gauche, La Dispute, 2019. Voir la présentation en ligne sur le site de l'éditeur : <https://ladispute.atheles.org/mondialisations/europealternativesdemocratiques>

Plus de dix ans après la crise de 2007-2008, les conditions de vie des classes populaires en Europe continuent de se dégrader, et les institutions européennes en sont directement responsables. Si l'on souhaite contribuer à l'élaboration d'alternatives radicalement démocratiques et sociales en Europe, il est urgent de comprendre non pas seulement « les politiques néolibérales » en général, mais aussi et d'abord les institutions spécifiques qui ont pour fonction de les concevoir et de les organiser sur le continent européen. C'est sur cette base seulement qu'on peut envisager sérieusement, dans un pays, la mise en œuvre d'une politique de gauche, au service des droits humains fondamentaux et des intérêts populaires, et qu'on peut donner un contenu concret et réaliste au projet de « rompre et refonder l'Europe », pour reprendre une expression souvent employée – sans qu'on sache toujours quel sens lui attribuer – ces dernières années.

Cet ouvrage collectif analyse les formes et les conséquences des politiques néolibérales conduites par les institutions de l'Union Européenne (UE) et de l'Union Economique et Monétaire (UEM), particulièrement de cette dernière décennie, afin de proposer des pistes de réflexion et d'action pour les forces sociales et politiques de gauche qui prétendent porter des projets démocratiques, alternatifs au néolibéralisme, en Europe. Il s'appuie sur les travaux d'un réseau de recherches et d'interventions sur les questions européennes, l'*European Research Network on Social and Economic Policy* (ERENSEP), qui réunit des chercheuses et chercheurs, militantes et militants, de plusieurs pays membres de l'UE, notamment la Grèce, l'Espagne et la France.

[...]

Ce livre propose de contribuer à ce débat au sujet des alternatives démocratiques aux politiques capitalistes et autoritaires conduites par les institutions européennes. Il vise à proposer **une stratégie différente de celle des gauches qui se sont retrouvées et se trouvent toujours désarmées face aux institutions européennes**. Avant de l'aborder, considérons d'abord quels sont aujourd'hui les récits dominants des gauches au sujet de l'intégration européenne ainsi que leurs propositions.

Les gauches prises au piège des institutions européennes



La transformation du contexte économique, social et international des années 1980 et 1990 – en lien avec les évolutions corrélatives de l'UE – a amené la social-démocratie européenne à effectuer un repositionnement politique. En effet, l'enthousiasme européen est devenu un pilier politique pour la social-démocratie et les partis écologistes. Or, à cet enthousiasme s'est étroitement associé un soutien au supranationalisme institutionnel qui, sous couvert de solidarité internationale, a impliqué un glissement dans le contenu historique de l'internationalisme de la social-démocratie. Alors que sur le plan économique, les programmes politiques des partis sociaux-démocrates européens ressemblent de plus en plus nettement à ceux de la droite, il était urgent pour le centre gauche de trouver des marqueurs forts pour justifier leur existence. **Le soutien à des institutions supranationales, en premier lieu l'UE, a ainsi permis à la social-démocratie de se démarquer du nationalisme et du conservatisme de la droite, sans en passer cependant par la proposition de mesures sociales et économiques radicalement en rupture avec le néolibéralisme**

et ses institutions. Force est de constater que, dans ce glissement programmatique, les partis sociaux-démocrates n'ont pas été suivis par leur électorat. En même temps, jusqu'aux années 1990, les partis politiques (de droite comme de gauche) qui défendaient l'intégration européenne ont mobilisé un discours sur le niveau de vie des Européens et la prospérité pour justifier leurs politiques.

À partir des années 2000, face à des difficultés économiques et sociales devenues trop manifestes de même qu'au renforcement du caractère anti-démocratique des institutions européennes, ces discours positifs ont été remplacés par un discours négatif dont le pivot principal était la peur d'une guerre en Europe. Ainsi, pour faire face à la contestation populaire de l'intégration européenne, ces partis ont cherché à réduire toute opposition à l'UE à une position nationaliste, et à présenter la construction européenne comme un « moindre mal » à l'égard de toute autre option alternative. Dès lors, les exigences démocratiques croissantes des peuples européens n'ont plus été prises en compte par la social-démocratie qu'au prisme d'une proposition de réforme des institutions européennes, reportée aux calendes grecques dans l'attente d'une majorité au Parlement européen – alors même que celui-ci, rappelons-le, n'a pas la prérogative institutionnelle d'une réforme du fonctionnement de la Commission Européenne et de la BCE, qui sont les deux principales institutions du néolibéralisme en Europe.

Du côté de ce qu'il est convenu d'appeler la « gauche radicale », si la critique des institutions européennes et du néolibéralisme constitue désormais un acquis, la confusion règne cependant au sujet des moyens qui permettraient de transformer cette contestation en une politique alternative. À cet égard, se dessinent aujourd'hui trois grandes options stratégiques portées par des forces sociales et politiques en partie différentes.

L'hypothèse stratégique du Parti de la Gauche européenne (PGE) – et en France par exemple du PCF à ce jour – est celle d'**une réforme démocratique et graduelle des institutions européennes**, organisée essentiellement autour d'un contrôle politique sur la BCE et d'une accentuation des prérogatives du Parlement européen. Cette perspective ne se distingue pas radicalement des propositions de la social-démocratie : **c'est un projet irréaliste** (voir la section suivante), **impopulaire, et dont la logique conduit à des positions politiques intenable, comme le soutien maintenu après juillet 2015 au gouvernement grec malgré sa conversation au néolibéralisme** (ou à sa version « de gauche », le social-libéralisme). On peut associer à cette option celle du mouvement « Democracy in Europe Movement » (DIEM 25), initié par Yanis Varoufakis – et dont les propositions sont reprises en France par le parti « Génération(s) » de Benoît Hamon. Il s'agit, dans un premier temps, d'exiger la transparence au sujet des processus de décision des institutions européennes ; dans un second temps de redéployer les institutions existantes pour stabiliser la crise économique ; enfin d'élire une Assemblée constituante qui aurait le pouvoir de décision sur une nouvelle Constitution démocratique qui, à l'horizon 2025, pourrait remplacer les traités existants de l'UE. Comme la rhétorique de la social-démocratie, ce discours réduit toute confrontation

avec les institutions existantes à un repli national, et tout comme l'hypothèse du PGE, elle ne prend pas la mesure du caractère anti-démocratique des institutions européennes.

La deuxième option est celle du « mouvement social européen », dans le prolongement des Forum Sociaux Européens des années 2000 et incarné aujourd'hui principalement par l'Altersommet. La proposition est celle d'une coordination des mobilisations sociales en Europe, qui parvenant à les diriger directement contre les institutions européennes, forceraient ces dernières à céder du terrain. Cependant, à ce jour, cette stratégie n'a pas adopté la perspective d'une rupture avec l'UE et l'UEM, et se place donc dans la perspective d'un rapport de force sur le modèle des luttes sociales dirigées contre les politiques d'un gouvernement national. Mais **si des mobilisations et des formes d'auto-organisation populaires sont bien entendu nécessaires** à tout projet alternatif, il faut noter d'une part que **ce modèle stratégique ne convient pas à des institutions européennes qui se sont mises à l'abri** du levier de pression électoral, sans lequel cette stratégie ne peut obtenir de résultats concrets. Et **d'autre part, les rythmes de la lutte des classes** en Europe, notamment entre les pays du Centre et ceux des périphéries (du Sud et de l'Est) **ne peuvent être synchronisés**, en raison même des politiques européennes qui organisent entre eux l'inégalité économique, la polarisation sociale et la domination politique (la section suivante développe brièvement cet aspect qui ponctue l'ensemble de l'ouvrage).

On trouve enfin, autour des stratégies dites du « Plan B » – liées notamment aux « Sommets pour un Plan B en Europe » qui se sont tenus entre 2016 et 2018 dans plusieurs capitales européennes, et en France aux propositions de la France Insoumise – un ensemble de propositions qui cherchent à se démarquer de ces deux premières stratégies. Il s'agit, en bref, d'accompagner un « Plan A », consistant en une réforme radicale des institutions européennes (qui rejoint la première option stratégique précédemment décrite), par la perspective ou la menace, en cas d'impossibilité d'obtenir une telle réforme par la négociation ou le rapport de force politique, d'une sortie de l'UEM ou de l'UE. Cette option a le mérite de lever le tabou d'une possible rupture concrète avec les institutions européennes. Mais la logique en est ambiguë, et insuffisante : le Plan A n'est pas possible (voir la section suivante), tandis que **le Plan B, faute d'être associé à un véritable projet de reconstruction de coopérations démocratiques et populaires entre les peuples européens, se limite le plus souvent à une posture de repli nationaliste**. Ainsi formulé, il constitue le plus souvent une synthèse électorale visant à capter à la fois les électeurs « européiste » et « souverainiste », plutôt qu'une stratégie au service d'une politique anticapitaliste et un projet sérieux de construction d'alternatives aux institutions européennes néolibérales.

L'Union européenne n'est pas réformable

Selon nous, ces trois options ne sont pas réalistes. En effet, la perspective d'une réforme de l'UE – qu'elle soit présentée comme radicale ou graduelle, dans une perspective électorale ou mouvementiste – est tout à fait illusoire, dans la mesure où ses institutions

sont verrouillées.

Après tout, pourquoi ne pas conserver les très rares aspects progressistes de l'UE (par exemple, la protection juridique des libertés fondamentales ou les fonds de cohésion entre régions) et supprimer les piliers fondateurs (concurrence économique, technocratisme, militarisation) qui les empêchent de s'exprimer ? D'abord, pour une raison simple : la procédure de réforme des traités, en plus d'être lourde et incertaine, exige l'unanimité pour être enclenchée. Si un seul État refuse, il n'y a pas de réforme possible. Au-delà de cet aspect purement institutionnel de prise de décision, réformer les principes anti-sociaux de l'UE revient, de fait, à changer ses piliers fondateurs (le « droit primaire ») et donc à créer de nouveaux traités. En effet, l'architecture institutionnelle de l'UE et son contenu, depuis les traités de Rome de 1957, sont dédiés à la préservation des intérêts capitalistes. Il existe un biais institutionnel, qualifié dans la théorie marxiste de l'État de « sélectivité structurelle », au sein de l'UE : celle-ci est fabriquée pour les grandes entreprises ; ses compétences exclusives leur sont directement adressées, à savoir la libre concurrence, le commerce et la monnaie (pour la zone euro). En revanche, les politiques sociales relèvent toujours des États-membres mais celles-ci sont hiérarchiquement soumises au droit de l'UE qui prime sur le droit national.

Si le recours à l'État, par le biais de la fabrication législative, est désactivé dans le cadre de l'UE, on pourrait alors penser qu'il suffit d'adresser les revendications sociales aux institutions européennes. Un obstacle crucial empêche cette voie : la hiérarchie des normes, selon laquelle le droit dérivé (issu du processus législatif européen) doit respecter le droit primaire (provenant des traités structurellement orientés vers la préservation des intérêts capitalistes et non réformables). **Les mécanismes institutionnels de l'UE sont verrouillés : elle est profondément anti-démocratique. Bien que les démocraties libérales nationales ne soient pas exemptes d'éléments autoritaires, l'UE se distingue par une étanchéité particulière à la démocratie :** à ce jour par exemple, aucun des référendums organisés dans les pays membres au sujet des orientations de l'Europe n'a été respectée, et ils n'ont été, à l'instar des « Non » de 2005 en France et de 2015 en Grèce, suivis d'aucun effet.

Rappelons en outre que la seule institution élue au suffrage universel direct, à savoir le Parlement européen, n'a pas le droit de proposer une directive (c'est le monopole de la Commission), ne peut les voter qu'en « co-décision » avec le Conseil (qui est l'organe législatif *de jure* et *de facto*) et que son pouvoir est relegué à une capacité de blocage et d'amendement (mais seulement dans certaines conditions). À l'inverse de ce qui est souvent dit, l'augmentation des compétences du Parlement (de la consultation à la co-décision) a été compensée par un accroissement des pouvoirs des autres institutions de l'UE qui sont de plus en plus technocratiques (dirigées par des fonctionnaires non-élus). Ainsi l'opposition entre organes supranationaux (où la prise de décision va au-delà des États-membres, comme par exemple la Commission ou encore la Banque centrale européenne) et intergouvernementaux (où la prise de décision met en exergue le poids des États, seul résidu de démocratie indirecte, notamment au sein du conseil de l'UE et du conseil européen) n'est pas pertinente. Ces derniers se technocratisent – comme en

atteste le poids croissants des fonctionnaires à tous les niveaux de décision – et les institutions indépendantes des gouvernements nationaux (comme l'Eurogroupe) reflètent en fait la priorité politique accordée au bon fonctionnement des marchés financiers. Et cette dernière n'est pas déconnectée des rapports de force au sein de l'UE où l'Allemagne – au centre – a le poids décisif dans la prise de décision. Le contenu de la politique monétaire européenne reflète en fait les priorités économiques de l'Allemagne ; c'est d'ailleurs ce gouvernement qui les a rédigé.

Ces rapports de force constituent un argument de plus en faveur de la thèse de l'impossible réforme des traités. Pourquoi la France, forte de son héritage de grande puissance selon certains, ne pourrait-elle pas imposer ses vues (dans l'hypothèse où ces dernières seraient progressistes) à l'Allemagne ? D'abord, elle n'a jamais pu le faire tout le long de l'histoire de l'intégration européenne. Si la PAC est connue pour être sa grande victoire, il faut rappeler que cette politique était largement soutenue par la RFA. Plus généralement, le gouvernement français a toujours plié face aux désirs de celui de l'Allemagne : Macron devant Merkel aujourd'hui à propos du budget de l'UE; Mitterrand face à Kohl pour la ratification du marché unique. Il semble alors étrange de penser que l'Allemagne, et les intérêts de classe qui s'expriment à travers son gouvernement, pourrait accepter de négocier avec la France pour remettre en cause les bases de son développement économique, largement dépendant des traités de l'UE.

L'interpénétration des capitaux à l'échelle européenne montre que la seule solution pour affaiblir le capital transnational est le démantèlement des institutions européennes capitalistes, et leur remplacement par d'autres formes de coopérations politiques en Europe, au service des intérêts populaires. En ce qui concerne un éventuel gouvernement populaire en France, rester dans l'UE reviendrait à ne pas s'attaquer aux intérêts des classes bourgeoises françaises qui défendent un agenda néo-libéral en solidarité avec le grand patronat allemand, largement dominant à l'échelle européenne.

Quant à la solution d'un changement à travers un mouvement social européen qui opèrerait dans l'espace public européen, elle apparaît largement insuffisante étant donné les dynamiques du développement inégal et combiné qui opèrent en Europe. Loin de produire une homogénéisation des économies, le développement du capital à l'échelle européenne implique au contraire une différenciation, spécialisation et polarisation des territoires et des rythmes temporels. Ainsi, l'organisation d'un mouvement social à l'échelle européenne s'en trouve pour le moins compliquée. Le décalage temporel entre les manifestations contre les réformes du code du travail – qui proviennent toutes d'une même directive de l'UE – dans les différents États-membres en constitue l'attestation la plus récente. Pour l'heure, seules les manifestations conjointes dans la zone transfrontalière de Vilvoorde ont produit des effets certains. Mais d'autres caractéristiques d'ordre plus sociologique empêchent la constitution d'un mouvement social européen, comme la barrière de la langue, la technicité des négociations européennes, le temps d'organisation, qui contribuent en fait à exclure les classes travailleuses de ces mouvements.

Pour toutes ces raisons, il nous semble nécessaire, dans une perspective progressiste et internationaliste, de rompre avec l'UE pour refonder une Europe solidaire.

Rompre pour refonder : les conditions d'une fédération populaire et solidaire en Europe

Au plus tard depuis la capitulation du gouvernement d'Alexis Tsipras en Grèce sous la pression de la Troïka en été 2015, nous savons que les institutions européennes ne constituent pas un terrain politiquement neutre. L'échelonnement des compétences politiques et des moyens de pression entre l'UE et les États-nations s'est avéré très défavorable à un gouvernement de transformation sociale. Par conséquent, **il est indispensable de comprendre l'interpénétration entre l'espace et les conflits de distribution des richesses**. Dans les années 1980 cette question a été posée par le courant de « l'école de la dépendance européenne », qui réunissait notamment des économistes et des géographes. A travers le concept de la « dialectique socio-spatiale », le géographe Edward Soja propose de saisir deux axes de conflit qui interagissent au sein du capitalisme : d'une part un axe vertical qui oppose les classes sociales, d'autre part un axe horizontal qui oppose le centre à la périphérie. Historiquement, la position de la gauche vis-à-vis de l'UE consistait à mettre en avant l'axe vertical. De ce fait, elle n'a pas seulement été incapable de comprendre le capitalisme dans sa totalité, mais elle a abandonné le terrain de l'axe horizontal aux forces de droite et d'extrême-droite. Pourtant les deux axes sont inséparables et irréductibles. C'est pour cette raison que Soja souligne que « *la transformation du capitalisme ne peut être réalisée qu'à travers la combinaison et articulation d'une lutte des classes horizontale – opposant la périphérie au centre – et verticale – opposant les travailleurs à la bourgeoisie* ». La transformation sociale et la transformation spatiale sont indissociables. Dans cette perspective, l'école de la dépendance européenne a exploré les marges de manœuvre de politiques de « découplage sélectif », et c'est précisément cette perspective que propose le présent livre. Bien entendu, le renforcement des institutions de l'UE implique d'actualiser les contours de la lutte des classes verticale. Aujourd'hui, il n'y a pas seulement une opposition entre les États du centre de l'UE et les États des périphéries de l'UE mais également un puissant appareil politique européen dont il faut prendre en compte les spécificités. Autrement dit, à travers l'étude de la dialectique socio-spatiale au sein de l'UE, ce livre propose d'identifier les blocages et les possibilités de transformation sociale et écologiste aujourd'hui en Europe.

La rupture avec l'UE (et en premier lieu avec ce qui en constitue le cœur, l'UEM) est donc un moment inévitable d'une politique de gauche visant la satisfaction des droits fondamentaux des individus, mais elle doit être étroitement associée à la construction d'une fédération solidaire entre les États européens, au service des intérêts populaires. En effet, **la rupture conduit à la nécessité de requalifier le projet du fédéralisme du point de vue de l'internationalisme des classes populaires**. À la suite de Friedrich Hayek, des représentants de la théorie des choix publics comme Barry Weingast et James Buchanan ont conçu le fédéralisme néolibéral comme un « fédéralisme préservant le marché » qui doit mettre en place des mécanismes de verrouillage protégeant les

droits de propriété et assurant la libre circulation des marchandises et des capitaux. À l'encontre de ce fédéralisme de marché, nous défendons un projet de fédération populaire et solidaire, qui se caractérise par l'augmentation des droits sociaux et une réelle politique écologiste partout en Europe, mais également par le respect des spécificités culturelles et des choix démocratiques des différents pays européens.

Néanmoins il serait illusoire, bien entendu, de penser qu'une telle fédération populaire et solidaire pourrait être mise en place du jour au lendemain. Il s'agit donc d'envisager les étapes pouvant y mener. **Après la rupture avec l'UE par un gouvernement populaire, une première phase pourrait consister à réaliser une nouvelle intégration sélective** fondée sur des priorités de redistribution des richesses et de subordination européenne des flux de capitaux à l'impératif de l'augmentation du niveau de vie du plus grand nombre. L'objectif doit être double : réduire les inégalités au sein de chaque pays européen et réduire les inégalités entre les pays européens. Différents traités entre des gouvernements partageant cet objectif peuvent être envisagés. Ce serait le début d'une intégration solidaire des peuples d'Europe. De même, des coopérations renforcées entre des régions et des villes d'Europe peuvent être encouragées. Cette première étape serait susceptible de rétablir la confiance entre les peuples européens, ce qui constitue la condition nécessaire à la poursuite d'un projet européen solidaire et démocratique, qui dans un deuxième temps peut passer par la mise en place de structures permanentes communes. C'est dans le cadre de cette optique stratégique, consistant à prendre véritablement au sérieux la proposition de « rompre pour refonder l'Europe », que se situent tous les textes qu'on lira dans cet ouvrage collectif.

Parcours de l'ouvrage

La première partie de ce livre questionne la crise de l'Union européenne : quels sont les causes et les enjeux de la crise de l'UE, et que pourraient être les scénarios positifs pour le futur de l'Europe ?

Dans le premier chapitre, « Relever les défis de la gauche dans la zone euro », **Eric Toussaint** propose d'abord un examen critique de l'attitude des partis et gouvernements de gauche à l'égard de l'UE et de l'UEM. Sur la base des leçons de leurs insuffisances et de leurs échecs, il présente ensuite « dix propositions pour un gouvernement populaire en Europe », qui concernent notamment les questions de la dette publique, de la monnaie, des banques privées, de l'oppositions aux politiques autoritaires et de l'initiative de processus constitutants.

Dans le deuxième chapitre, « La crise de l'Union européenne et les défis de l'internationalisme des 99% », Josep Maria Antentas examine plus en profondeur les fondements théoriques de la stratégie présentée dans le premier chapitre. Il propose de réélaborer les conceptions classiques de la lutte des classes, de la souveraineté des peuples et de l'internationalisme à l'aune du défi stratégique posé par la rupture avec les institutions européennes. Cette perspective permet de penser comment la confrontation

avec l'UE, loin de constituer une attitude de repli national, permet de comprendre la confrontation avec l'UE comme expression d'une politique internationaliste, radicalement contradictoire avec l'idéologie de l'extrême-droite.

Dans le troisième chapitre, « Autodétermination et nationalisme », **Benjamin Bürbaumer** prolonge cette interrogation stratégique en concentrant l'analyse sur la question tant débattue aujourd'hui du nationalisme. Il illustre à l'aide d'études empiriques la manière dont l'UE génère du nationalisme dans les pays européens et propose une distinction conceptuelle entre le nationalisme et la conscience nationale. À partir de ce constat, la défense du droit à l'autodétermination des peuples européens apparaît comme une condition nécessaire pour bloquer la voie au nationalisme et ouvrir la voie du progrès social.

La deuxième partie traite spécifiquement de l'Union économique et monétaire (UEM) : que signifie précisément « le centre » et la « périphérie » de l'Europe, et quelles ont été les conséquences des politiques néolibérales en ce qui concerne leur rapport ?

Dans le quatrième chapitre, « Développement inégal, mobilisation inégale et la gauche au sein de l'UE », **Joachim Becker** montre que le capitalisme européen produit une division hiérarchique de l'Europe en un centre et deux périphéries. Il met en évidence que cette fragmentation économique du continent réduit directement les possibilités de mobilisation à l'échelle européenne. Il s'ensuit qu'actuellement les marges de manœuvre pour une politique de gauche existent principalement à l'échelle nationale.

Le cinquième chapitre, « Un centre et deux périphéries : les conséquences de l'hégémonie allemande dans l'Union économique et monétaire », de **Costas Lapavistas**, examine les dilemmes politiques de la gauche après la crise de la zone euro. Il les met en rapport avec une analyse précise, qui prolonge les arguments développés dans le chapitre précédent, des rapports de domination entre le centre économique de l'Europe, constitué par le capital industriel allemand, et les deux périphéries de l'UEM, celle du sud et celle de l'est. Il montre enfin comment cette analyse concrète des rapports entre centre et périphéries permet de concevoir les grandes lignes d'une stratégie de gauche, internationaliste et fondée sur la lutte des classes, en Europe.

Dans le sixième chapitre, « L'élargissement à l'est : les succès du capital et les polarisations sociales », **Ana Podvrsic** apporte un éclairage complémentaire en proposant de réévaluer l'élargissement de l'UE vers l'est du point de vue des classes populaires sur place. Loin du mythe de l'extension harmonieuse de l'UE, elle montre que l'intégration européenne renforce d'anciennes inégalités et en crée de nouvelles et que cette dynamique ne résulte pas de mauvais choix de dirigeants politiques. Au contraire elle est inhérente au marché unique européen.

Enfin, la troisième partie aborde la question de la dette, de l'euro et de l'emploi en Europe, à partir du cas de trois pays : la France, l'Espagne et la Grèce. Que devrait être le cœur d'une politique économique de gauche et quel type de confrontation avec les institutions européennes sa mise en œuvre requerrait-elle ?

Dans le septième chapitre, « La dette publique en France. Comprendre, désobéir et proposer », Patrick Saurin montre que l'augmentation de la dette publique en France recouvre en réalité une dette illégitime, qu'il est donc nécessaire de contester, comme cela a été le cas ces dernières années au sujet des emprunts toxiques des collectivités locales. Sur cette base, l'auteur plaide pour la construction d'un service public bancaire socialisé, qui constitue un instrument indispensable pour s'émanciper de la tutelle illégitime de la Banque Centrale Européenne et pour mettre le secteur bancaire au service de l'ensemble de la population.

Dans le huitième chapitre, « Le plein emploi comme pivot de la politique économique en Espagne », Pablo Cotarelo et Sergi Cutillas proposent une analyse de l'histoire des politiques du plein emploi, ainsi que de son abandon progressif par la gauche, pour examiner à cette aune le cas espagnol. Ils étudient l'impact de l'intégration européenne sur l'emploi et sur les possibilités de politiques économiques en faveur des classes populaires en Espagne. Il défendent enfin que la reconquête de la souveraineté économique est une condition indispensable pour atteindre le plein emploi.

Dans le neuvième chapitre, « Un programme de sauvetage social et national pour la Grèce », Heiner Flassbeck et Costas Lapavistas exposent les grandes lignes d'une politique économique alternative qui permettrait de rompre avec l'austérité en Grèce. En détaillant des mesures spécifiques telles que l'annulation d'une grande part de la dette publique, la nationalisation du secteur bancaire ou la sortie de l'UEM, ce chapitre permet en même temps de questionner les conditions d'une véritable rupture avec le néolibéralisme en Europe.

L'ouvrage se clôt par un texte collectif, « Que faire en Europe ? Propositions de gauche », signé par de nombreux chercheurs, militants et responsables politiques européens, qui propose au débat les grandes lignes d'une stratégie politique offensive en vue de l'élaboration d'une alternative démocratique en Europe, contre et au-delà des institutions européennes actuelles, au service de la satisfaction des droits fondamentaux et des intérêts populaires.

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.

L'auteur

Vous aussi, **participez dans le Club de Mediapart** à travers votre blog

!

[En savoir plus](#)



L'édition

suivi par 38 abonnés